

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 325-36-74
C. C. P. 1248-74 PARIS

(Le 9 mai 1973, M. Cirne Lima, ministre de l'Agriculture, remettait sa démission au président de la République. Dans sa lettre de démission, dont le texte suit, il évoque les récentes difficultés de ravitaillement en lait et en viande des centres urbains; il souligne sans équivoque le conflit qui l'oppose au ministre des Finances, et, à travers lui, à la politique accordant la priorité aux détenteurs étrangers du capital national).

A Son Excellence
Monsieur le Président de la République,

Lors de votre déclaration d'acceptation (de la présidence de la République), vous aviez déjà, Monsieur le Président, manifesté un intérêt tout particulier pour les problèmes de l'agriculture brésilienne, et nous nous souvenons tous des passages de votre discours d'investiture consacrés aux paysans, c'est-à-dire à ces gens qui vivent exclusivement de la terre et dans ces terres.

Nous croyons que, durant les trois premières années, votre gouvernement a pleinement atteint son objectif en s'appliquant à mettre l'agriculture, les intérêts et le bien-être des paysans dans la situation la plus privilégiée de toute l'histoire de la République.

L'ensemble des mesures prises par votre gouvernement ont caractérisé la priorité accordée au secteur agricole, et j'ai eu, au sein du gouvernement, le privilège d'être responsable de leur application.

Votre détermination, dictée par des intérêts supérieurs et humains, à vouloir réduire davantage encore le rythme de l'inflation qui mine la vie du pays, a cependant fait, Monsieur le Président, que, à notre avis, des distorsions sont apparues dans le système gouvernemental et dans ses méthodes, ce qui a entraîné une inégalité dans la distribution entre les divers secteurs de l'économie des responsabilités et des charges résultant de cet effort, faisant ainsi supporter à l'agriculture un poids incomparablement plus lourd alors qu'elle n'a jamais souhaité l'inflation ni n'en a été bénéficiaire.

Comme on le sait, la situation mondiale des prix agricoles est la préoccupation majeure des populations et des gouvernements de toutes les nations, des plus développées et des plus riches à celles où la famine et la misère sont endémiques.

L'entrée de l'Union Soviétique en Occident comme acheteur de produits alimentaires et la possibilité pour la Chine continentale de faire de même représentent un défi singulier pour le monde actuel, mais en ce qui concerne le Brésil, davantage comme possibilité que comme difficulté.

Pour la première fois depuis vingt ans, les prix des produits agricoles sont en hausse sur les marchés internationaux, et, tout en respectant votre saine et sage décision d'accorder la priorité au consommateur brésilien, le Brésil se trouve ainsi placé - comme cela lui revient - devant un large secteur de travail comme exportateur de produits alimentaires et de fibres dont les prix, convenablement soutenus, permettraient aux paysans de l'intérieur, producteurs ruraux authentiquement brésiliens, d'avoir enfin des possibilités de revenus telles qu'ils n'en connaissaient plus depuis des années. D'ailleurs, comme vous le savez bien vous-même, Monsieur le Président, c'est grâce aux produits agricoles que les pays les plus industrialisés eux-mêmes connaissent encore les meilleures recettes à l'exportation.

Malheureusement, en cherchant à assurer le ravitaillement interne sans toucher à la stabilité réclamée par le consommateur urbain, les mécanismes gouvernementaux ont davantage favorisé le secteur industriel et commercial de l'exportation, au bénéfice croissant des étrangers et au détriment inversement proportionnel des brésiliens susceptibles de bénéficier des résultats de la prospérité du pays.

L'économie du Brésil a atteint des degrés extraordinaires de développement au cours des dernières années, mais comme vous l'avez affirmé de façon réitérée, Monsieur le Président, la croissance économique n'est pas une fin en soi, mais un instrument de la justice sociale. Les objectifs du plan de développement, qui sont atteints dans la mesure où diminuent la famine, la misère, la pauvreté et la maladie, demeurent votre préoccupation, Monsieur le Président, comme celle de tous les brésiliens.

La recherche de l'efficacité et de la productivité, nécessaire sans doute, a cependant réduit à néant les intérêts du producteur moyen, du petit industriel ou de l'industriel moyen, lesquels sont des brésiliens, au profit des corporations multinationales, indispensables elles aussi, mais dans la mesure où, comme dans n'importe quel autre pays, elles sont disciplinées de façon adéquate pour favoriser les intérêts de la collectivité.

Dans la détermination des besoins nationaux et des priorités nationales, nous croyons que le facteur du capital est l'objet d'une protection qui le rend incompatible avec la poursuite des objectifs nationaux. La rémunération du capital, qui devient de moins en moins brésilien, fait que la dette externe, la balance des paiements et, dans le pays, le prix de l'argent rendent pratiquement impossible la résorption souhaitée de l'inflation, si ce n'est en en faisant payer le coût disproportionné à d'autres secteurs de l'économie, en l'occurrence le secteur agricole.

Les méthodes utilisées pour faire diminuer le taux d'inflation dans le pays ne peuvent donc pas recevoir notre accord.

Depuis janvier, les prix des produits agricoles retiennent l'attention publique au Brésil, comme du reste dans le monde entier, et, je le répète, l'insistance mise et les méthodes utilisées pour parvenir à un accord exigent de nous des complaisances et des concessions incompatibles avec notre formation. Je ne discute pas des instruments de l'action gouvernementale, mais des méthodes et des principes de leur application.

J'estime, permettez-moi de vous le dire, Monsieur le Président, que le problème majeur vient de la faiblesse de nos institutions, qui est disproportionnée par rapport à la croissance de quelques intérêts restreints à l'intérieur du pays, lesquels sont pratiquement dépendants de l'arbitraire de quelques administrateurs. Et les corrections classiques de la politique économique et financière, utilisées dans bien d'autres pays, se trouvent être chez nous, en raison de la manière dont elles sont mises en oeuvre, presque toujours nuisibles à l'intérêt public.

Un collègue, également ministre d'Etat (1), m'a plusieurs fois répété que "le gouvernement est une entité essentiellement amoral" et que, pour cette raison, tous les moyens sont bons pour parvenir aux fins désirées.

Monsieur le Président, entre cette affirmation et mes convictions, il existe un grand abîme. Je ne puis le franchir. "J'ai toujours cru que la vérité est supérieure au mensonge et le courage supérieur à la lâcheté". Aujourd'hui, je me trouve face-à-face avec mes propres principes.

Je souhaite, Monsieur le Président, que vous conserviez un profond sentiment de foi et d'espérance en ces hommes qui travaillent à la colonisation de l'Amazonie sous la responsabilité d'un organisme qui m'était subordonné. Portez-leur ma parole de respect et d'amour, car je ne crois pas qu'il existe des brésiliens plus importants qu'eux dans la conjoncture nationale actuelle. Au Nord-Est, ce que je considère comme l'effort le plus valable de distribution de terres déjà réalisé au Brésil en est encore à ses débuts. Enfin, de nombreux centres de ravitaillement sont déjà entrés en fonctionnement, et d'autres sont à la veille d'être inaugurés, représentant ainsi l'oeuvre la plus durable et la plus valable de celles que vous avez entreprises en vue de l'amélioration des conditions de vie du peuple brésilien.

Tiré de l'anonymat de mon Etat natal pour exercer les fonctions de ministre d'Etat, je puis vous assurer, Monsieur le Président, que j'ai toujours cherché à honorer votre confiance et la charge à laquelle je renonce par cette lettre. L'heure est pour moi venue de partir afin de restituer à mon père et, d'ici peu, transmettre à mes enfants un nom dont j'ai cherché à être à la hauteur de ses traditions dans la dignité, l'indépendance, la fidélité et l'honneur.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments de haute estime et considération.

Cirne LIMA

(1) Il s'agit de M. Delfim Neto, ministre des Finances (Ndt)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)